

Parti Révolutionnaire) et donc est à même d'affecter toutes les couches de la population, il trouve dans le secteur de l'enseignement un milieu social particulièrement fertile et cela pour plusieurs raisons :

\* secteur nationalisé où toute lutte même corporatiste amène à se confronter avec l'ensemble de l'appareil d'Etat

\* hégémonie des directions réformistes et stalinienne sur le plan national, telle que les débordements nationaux ne sont pas possibles dans la période.

\* cette impossibilité d'initiatives nationales conduit à un repli sur les luttes locales, naturellement limitées dans le domaine de l'Education Nationale aux problèmes de répression (enseignants-élèves).

\* Ceci conduit à privilégier le travail local surtout en direction des autres travailleurs extérieurs à l'EN. Ces déviations théorisées conduisent à une conception de la construction du Parti par comités d'action interposés et mènent au refus d'envisager un travail syndical national. Le balancement ultra-gauche-réformisme : une certaine jonction se réalise entre un certain réformisme révolutionnaire (réforme de structure - colloque de Caen) et les déviations ultra-gauches dans la mesure où ces deux problématiques représentent 2 variantes réformistes centrées sur l'importance déterminante de l'Ecole dans la société : la trajectoire politique d'un Geismar (du réformisme à l'ultra-gauche) ou au contraire de certains leaders de la gauche du PS (CERES) venus de l'ultra-gauche est éclairante à ce sujet.

b) Renforcement du PC. En même temps que se détache du stalinisme et du réformisme une fraction des enseignants en révolte, l'attaque du pouvoir contre leurs privilèges et le caractère insupportable d'un malaise aiguilloné par le gauchisme de la révolte lycéenne vont donner une assise à la politique de défense corporatiste du PC. Il va gagner par sa stratégie d'alliance anti-monopoliste une influence dans ces couches en se présentant comme le meilleur défenseur de leurs intérêts corporatistes, en se faisant le champion de la « revalorisation de la fonction enseignante ». Son influence dans le mouvement ouvrier lui confère un poids auprès d'un milieu qui sent confusément qu'il ne peut, par sa seule action, mettre en échec la politique de l'Etat fort. Si le PC perd sur sa gauche les éléments les plus radicalisés, il va retrouver une influence nouvelle en regagnant sur la droite :

- le SNESup repasse, après 68 dans les mains d'U et A

- le SNCS, après deux ans de direction gauchiste, est normalisé fin 70

- U et A consolide sa position dans le SNES

Cette montée du PC va également affecter progressivement le SNI.

c) Crise dans la majorité fédérale de la FEN

Des dissensions se font jour au sein de la majorité fédérale UID. D'une part la majorité du Bureau Fédéral, dont la base est dans le secteur traditionnel de l'EN, cherche à conserver contre la montée du PC un appareil non seulement syndical, mais économique (MGEN, MAAF). D'autre part les minorités UID du secondaire et du supérieur, et recherche, ayant perdu le contrôle de leurs syndicats, laminés progressivement par le PC, retrouvent une nouvelle perspective dans le balancement ultra-gauche-réformiste. Politiquement attirées par ce que représente la gauche du PS, elles lorgnent vers le SGEN et à travers lui la CFDT, une grande centrale syndicale

réformiste faisant pièce à la CGT, projet bien évidemment contradictoire avec les vues de l'actuelle direction Marangé.

L'évolution de la situation depuis 68 est aussi marquée par l'impasse des directions réformistes face aux « réformes bourgeoises », impasse qui engendre une démobilisation grandissante du milieu et un scepticisme de plus en plus ouvert vis-à-vis du syndicalisme, voire même des luttes enseignantes.

C'est de tous ces éléments dont nous devons tenir compte pour envisager comment s'applique dans notre secteur la tactique unité-débordement, à la fois de façon générale et différenciée selon les secteurs.

#### IV - Unité et débordement.

IV - A) Dans le secteur enseignant, le problème de l'unité avec le mouvement ouvrier est posé et résolu (?) par notre choix prioritaire de la FEN, choix à la fois du terrain syndical et d'une Fédération où sont présentes les principales tendances du mouvement ouvrier.

Dans ce cadre, nous avons refusé de construire notre propre tendance (type du FUIO lambestiste). Mais nous avons fait le choix de participer à l'EE, de la renforcer et développer. C'est le choix d'une alliance prioritaire avec certains courants de l'extrême gauche (syndicalistes révolutionnaires, conseillistes divers, PSU, voire même LO.) pour autant qu'ils acceptent la contrainte politique que représente la bataille contre le réformisme dans la FEN. Mais l'EE n'étant plus le seul regroupement de révolutionnaires de l'Education Nationale, cette alliance prioritaire est relayée par une politique d'alliances dans la FEN avec R.S., hors de la FEN avec certains secteurs de la CGT (CET) voire localement du SGEN.

De même dans les luttes, nous nous sommes appuyés sur certains secteurs de l'extrême gauche (TOM-DOM, répression,...) mais en essayant en même temps de détacher des militants influencés par la direction stalinienne. D'où l'importance pour ce type de « débordement », de privilégier autant que faire se peut le cadre syndical (en particulier, sections d'établissements).

Par ailleurs, nous pouvons par le biais de Comités de Luttes ad hoc (TOM-DOM, M-A) mener des actions de harcèlement sinon de débordements des directions réformistes, qui « préservent » l'EE comme tendance syndicale nationale et fédérale sans pour autant nous interdire d'utiliser la force de frappe de l'extrême-gauche pour des débordements partiels dans des conjonctures difficiles. La bataille de clarification politique dans l'EE n'est pas « gagnable » de façon décisive et irrévocable pour toute la période. Nous ne pouvons pas pour autant nous couper de militants qui certes ont des projets politiques différents des nôtres (construction d'un PR, lequel ? comment ?) mais sans lesquels aucun débordement des directions réformistes n'est envisageable.

Dans l'EE, le clivage fondamental est l'acceptation du terrain syndical comme terrain de lutte.

IV - B) Cependant, les rectifications que nous avons du apporter sur l'actualité de la tendance intersyndicale en secteur ouvrier (cf. BI 27) n'ont pas été sans conséquence en secteur enseignant.

En effet, il n'est pas possible de définir une orientation lutte de classe dans l'EN, sans affirmer que la classe ouvrière sera l'acteur principal sur le théâtre de la Révolution, sans concrétiser cette affirmation par une dimen-